

*Des organisations argentines
préparent des actions contre les
mesures Milei*



La Havane, 15 mai (RHC) Les organisations sociales, les syndicats et les défenseurs des droits de l'homme en Argentine préparent aujourd'hui les détails des actions visant à rejeter la soi-disant loi omnibus et le fort ajustement promu par le gouvernement de Javier Milei.

Après une assemblée tenue à la Faculté des Sciences Sociales de l'Université de Buenos Aires, la Confédération Générale du Travail, la Centrale Ouvrière d'Argentine (CTA), la CTA Autonome (CTA-A), les Mères de la Place de Mai-Línea Fondatrice et la Fédération judiciaire argentine, parmi de nombreux autres groupes, préparent des mobilisations et des actes de protestation contre ces mesures et d'autres de l'exécutif.

Après avoir reçu une demi-sanction à la Chambre des Députés, la Loi Bases et Points de Départ pour la Liberté des Argentins (Omnibus) est maintenant analysée dans les commissions du Sénat et ces organisations ont convenu de manifester lors du vote dans cette instance du Congrès. .

Ce projet accorde des pouvoirs au président pour un an sous prétexte de déclarer l'état d'urgence en matière administrative, économique, financière et énergétique.

En outre, il prévoit la réforme de l'État, la privatisation des entreprises publiques, la modification du système de travail, le remplacement des indemnités par un fonds de départ qui fera payer à chaque travailleur son propre licenciement, et des changements dans le système de retraite qui permettent, entre autres mesures, de repousser l'âge de la retraite des femmes.

Les organisations réunies dans cette capitale ont critiqué ces réglementations et ont également soutenu l'appel à manifester contre le décret de nécessité et d'urgence (DNU) 70/23, qui réforme ou supprime plus de 300 lois et a déjà été rejeté par les sénateurs.

"Nous ratifions notre engagement à affronter dans l'unité ce scénario très complexe, où un gouvernement néo-fasciste tente de consolider le colonialisme dans notre société et notre pays", a déclaré le secrétaire général du CTA-A, Hugo Godoy.

Par l'action populaire, nous devons amener les députés à annuler le DNU. Il est essentiel de maintenir cet état de mobilisation et de rencontre entre nos organisations, pour que les populations participent, a-t-il ajouté.

De son côté, le leader du CTA, Hugo Yasky, a appelé à « rompre avec la paralysie que les groupes économiques dominants entendent imposer » et a assuré qu'au cours des derniers mois il y a eu deux tournants : la marche pour la défense de l'éducation publique et la grève générale du 9 de ce mois.

De son côté, la représentante des Mères, Taty Almeida, a préconisé la poursuite du combat et de la résistance. (Source : Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/354803-des-organisations-argentines-preparent-des-actions-contre-les-mesures-milei>



Radio Habana Cuba